



# Conseil de sécurité

Soixante-quinzième année

**8770<sup>e</sup>** séance

Jeudi 15 octobre 2020, à 10 h 25

New York

*Provisoire*

*Président :* M. Nebenzia/M<sup>me</sup> Evstigneeva. . . . . (Fédération de Russie)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Mabhongo
Allemagne . . . . .	M. Heusgen
Belgique . . . . .	M. Kridelka
Chine . . . . .	M. Zhang Jun
Estonie . . . . .	M. Auväärt
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Craft
France . . . . .	M. de Rivière
Indonésie . . . . .	M. Djani
Niger . . . . .	M. Aougi
République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Allen
Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .	M <sup>me</sup> King
Tunisie . . . . .	M. Ben Lagha
Viet Nam . . . . .	M <sup>me</sup> Nguyen

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 25.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Moyen-Orient**

**Le Président** (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen; et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

M. Griffiths et M. Lowcock participent à la séance d'aujourd'hui par visioconférence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Griffiths.

**M. Griffiths** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité. Je voudrais commencer par une remarque dont je n'ai pas l'habitude : nous avons aujourd'hui de bonnes nouvelles du Yémen. Le Conseil le sait probablement, mais depuis ce matin, le ciel du Yémen est le théâtre de ce que j'aime à appeler un pont aérien de l'espoir. Les parties ont commencé à libérer des prisonniers et des détenus suite à l'accord conclu en Suisse le 27 septembre dernier. Ce processus aboutira à la libération de plus de 1 000 personnes, qui retourneront toutes dans leur famille. Cela apportera un soulagement et un réconfort immenses non seulement à toutes ces familles qui attendaient depuis si longtemps d'être réunies, mais aussi à d'autres familles, à des proches, des amis et des membres de leur communauté.

Il est extraordinaire de libérer un si grand nombre de personnes pendant la conduite des hostilités. De fait, je crois savoir qu'il s'agit de la plus grande opération de ce type de toute l'histoire du conflit au Yémen. Les membres du Conseil l'imaginent aisément, je suis personnellement très reconnaissant au Comité international de la Croix-Rouge et à son président, Peter Maurer, d'avoir travaillé à nos côtés pour obtenir cet accord et, qui plus est, d'avoir œuvré avec

tant de diligence et de rapidité à la mise en œuvre de l'accord – une tâche en soi très compliquée. Je tiens à remercier le Gouvernement suisse d'avoir accueilli dans un climat favorable la réunion à laquelle j'ai fait référence, en particulier en cette époque où les réunions en face-à-face sont si difficiles à organiser. Autre chose dont je ne suis pas coutumier, je voudrais également saisir cette occasion pour féliciter mon adjoint, M. Muin Shreim, pour sa persévérance et pour les efforts de médiation qu'il a menés en vue de la conclusion de cet accord. Je lui suis très reconnaissant, comme nous tous dans notre mission.

Plus important peut-être, j'adresse mes félicitations aux parties. Nous savons que leurs dirigeants respectifs ont répondu présent et ont pris les engagements qui s'imposaient pour envoyer leurs délégations en Suisse participer aux pourparlers et, pendant la période concernée, négocier longuement, jour et nuit, dans un esprit constructif qui a été couronné de succès et a abouti à l'accord portant sur ces plus de 1 000 personnes.

Bien entendu, cet accord sur les prisonniers n'inclut pas plusieurs milliers d'autres Yéménites détenus au cours de ce conflit et il est donc de notre devoir et du devoir des parties de se réunir très prochainement pour discuter de nouvelles libérations, conformément à l'engagement qu'elles ont pris à Stockholm en décembre 2018 de libérer tous les prisonniers et détenus liés au conflit. En fait, la première fois que j'ai rencontré le Président Hadi Mansour, c'est le premier sujet qu'il a abordé avec moi – la nécessité de libérer tous les prisonniers.

Je voudrais également réitérer mon appel aux parties pour qu'elles libèrent immédiatement et sans condition tous les civils détenus arbitrairement, y compris les journalistes et les prisonniers politiques. Je rends ici hommage aux militants, aux acteurs et aux organisations de la société civile yéménites qui, de manière déterminée, continue et, à maintes reprises, avec succès, dans des situations périlleuses, ont plaidé pour la libération des civils et pour que soit connu le sort des personnes disparues de force. Nous espérons, bien sûr, que la mise en œuvre de cet accord renforcera la confiance et, en fait, redonnera un nouvel élan en démontrant une vérité simple – que le dialogue et la négociation pacifiques entre les parties peuvent ouvrir la voie au retour de la paix.

Je voudrais également prendre note aujourd'hui du retour à Sanaa, hier, de Yéménites blessés, qui s'étaient rendus à Oman pour y recevoir des soins médicaux à l'époque des pourparlers de Stockholm en 2018. C'est une très bonne nouvelle pour ceux qui rentrent enfin chez eux.

Mon bureau continue de négocier l'accord entre les parties sur une déclaration commune. Les deux parties restent engagées dans ces négociations, mais elles doivent encore convenir d'un texte final. Je voudrais dire que je ne suis ni surpris ni, franchement, découragé par cela. En fait, nous demandons beaucoup aux parties. Je reviens moi-même d'une visite à Riyad, où j'ai eu des réunions très utiles et approfondies avec le Gouvernement yéménite, bien sûr, et avec le Président Hadi Mansour, ainsi qu'avec les dirigeants de la Coalition arabe.

Je ne suis donc ni surpris, ni découragé. Nous demandons beaucoup. La déclaration commune est un ensemble d'accords ambitieux, comme me l'a fait remarquer le Président Hadi Mansour, qui couvre, comme les membres le savent, un cessez-le-feu national, des mesures économiques et humanitaires et la reprise du processus politique – peut-être le plus important de ces trois éléments. Je comprends donc les raisons pour lesquelles les parties prennent leur temps pour franchir cette ligne cruciale. Les négociations ont été menées, après tout, en pleine pandémie mondiale. Nous avons commencé en mars, comme les membres du Conseil s'en souviendront, à la suite de l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial et de l'appel au cessez-le-feu au Yémen qui a suivi.

En pleine pandémie mondiale et dans un contexte de confinement, et alors que la guerre faisait rage, peut-être même de façon plus féroce, sur les champs de bataille du Yémen, les négociations ont été menées uniquement par la diplomatie de la navette. Le médiateur, moi-même, est devenu le négociateur. Les réunions ont été pour la plupart virtuelles en raison des restrictions liées à la maladie à coronavirus (COVID-19), et les parties ne se sont pas encore rencontrées face à face pour discuter de la déclaration commune. Nous savons à présent que les moyens virtuels peuvent nous mener loin, mais ils ne remplacent toujours pas la nécessité pour les parties de négocier entre elles afin de comprendre les engagements qu'elles prendront les unes envers les autres. C'est ce qui a fait de la réunion sur les prisonniers un événement si important et, je l'espère, un précédent.

L'objectif premier de la déclaration commune est de mettre fin à ce que j'appelle la guerre des tirs et d'ouvrir la porte de la paix. Reprendre ce processus, comme je viens de le dire, est un impératif et, franchement, une obligation pour le peuple du Yémen. Hier, à Riyad, j'ai rencontré un groupe de femmes yéménites, principalement du sud, qui m'ont confirmé

une fois de plus – comme nous l'entendons toujours, à chaque fois, lors des réunions avec la société civile et les groupes de femmes – que « Trop c'est trop! ». Cette guerre a duré des années de plus qu'il n'était nécessaire.

Je ne saurais trop insister, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, et par l'intermédiaire du Conseil, sur la nécessité pour les parties d'agir avec un sentiment d'urgence pour conclure les négociations sur cette déclaration commune. Ce que nous avons appris du conflit du Yémen – et c'est peut-être une proposition générale – c'est qu'au fur et à mesure que le temps passe dans ces conflits internes, leur règlement devient plus difficile. Les acteurs se fragmentent et se multiplient. Les institutions de l'État, bien sûr, s'érodent. Le conflit s'enracine de plus en plus et devient la nouvelle norme. L'économie de guerre menace l'économie nationale, en créant des incitations financières pour ceux qui veulent continuer à se battre. L'ingérence de l'extérieur du pays s'accroît au fur et à mesure que des opportunités se présentent. Et au Yémen, comme ailleurs, plus le conflit se prolonge, non seulement les souffrances de la population se poursuivent, mais il est également plus difficile de changer les circonstances dans lesquelles elle vit.

Sur le front militaire, l'intensité des combats à Mareb – nous avons souvent discuté de la campagne à Mareb – a diminué ces derniers jours. C'est important, mais la situation reste instable et je réitère mon appel pour que les attaques sur Mareb cessent complètement et immédiatement.

Je voudrais également exprimer mon inquiétude face à la situation à Hodeïda. Alors que mes collègues de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda poursuivent leurs efforts pour réactiver le Comité de coordination du redéploiement et les mécanismes conjoints prévus dans la résolution pour mettre en œuvre l'Accord sur Hodeïda, la situation militaire dans la ville et la province s'est récemment beaucoup détériorée depuis mon dernier exposé (voir S/PV.8757). Au cours de la première semaine d'octobre, les affrontements dans le sud d'Hodeïda, en particulier dans les districts de Doureïhimi et de Heïs, se sont transformés en certains des combats les plus intenses depuis la signature de l'Accord de Stockholm en décembre 2018. Nous comprenons que cela a causé beaucoup, beaucoup de pertes parmi les civils, ainsi que parmi les combattants. La Mission et moi-même, dans le cadre du soutien à leur accorder, avons eu des contacts intensifs avec les deux parties et avons lancé des appels publics pour

que les combats cessent, à la suite de quoi la situation semble maintenant tendue mais calme. J'espère que les parties maintiendront ce calme et éviteront de mettre la population locale encore plus en danger, et de menacer la validité et la poursuite de l'Accord sur Hodeïda.

Je voudrais aujourd'hui parler de la situation à Taëz, un lieu historique du Yémen, comme les membres le savent, qui a connu beaucoup trop de souffrances. C'est un champ de bataille depuis de nombreuses années, et les gens qui y vivent ont vécu dans cette zone de guerre pendant tout ce temps. Une solution est désespérément nécessaire pour le Yémen, mais une solution est également nécessaire pour débloquer l'impasse dans laquelle se trouvent les différentes forces – et elles sont nombreuses – à Taëz. Une telle solution devrait rassembler toutes les parties prenantes – y compris, en particulier mais pas seulement, la société civile et les groupes de femmes, très actifs à Taëz – pour contribuer à la réconciliation, aux efforts transfrontières, à la protection des écoles, à la possibilité pour les travailleurs d'aller travailler et de faire du commerce pour relancer au moins une petite partie de la vie de ces communautés et ainsi alléger leurs souffrances. Cela est particulièrement important.

J'en viens maintenant à deux autres questions qui exigent une action urgente pour prévenir de plus grandes souffrances encore au Yémen.

Je sais, comme Mark nous le dira, que les pénuries de carburant dans les zones contrôlées par Ansar Allah ont eu de toute évidence des conséquences préjudiciables sur la population civile. Les prix augmentent et les services vitaux sont touchés. Le Gouvernement yéménite a autorisé depuis un jour environ un certain nombre de navires ravitailleurs à entrer à Hodeïda cette semaine, ce qui est positif. Mais il faut une solution convenue d'un commun accord. Nous travaillons avec les parties depuis des mois – pour dire les choses franchement – pour convenir d'un ensemble d'arrangements qui garantiront un flux ininterrompu de carburant dans et autour des zones contrôlées par Ansar Allah. Il s'agit essentiellement de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin. J'exhorte les parties à prendre langue avec moi sur les propositions qui leur ont été soumises pour que cela se réalise.

Deuxièmement, en ce qui concerne le pétrolier *SAFER*, je salue les messages publics positifs émanant ces derniers jours des autorités de Sanaa sur cette question : je leur en suis reconnaissant. Je ne répéterai

pas ce que Mark et moi avons dit à de nombreuses reprises au Conseil sur l'importance vitale pour l'ONU, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, d'obtenir l'autorisation d'évaluer le pétrolier et d'entreprendre les premières réparations urgentes. Nous savons tous ce qui est en jeu, le peuple yéménite sait ce qui est en jeu, et la situation se fait plus urgente de jour en jour.

Il y a 20 ans, le Conseil adoptait la résolution 1325 (2000), une résolution historique sur les femmes et la paix et la sécurité qui reconnaît la contribution des femmes à la paix ainsi que les effets disproportionnés des conflits armés sur les femmes et les filles. Au Yémen, comme dans toutes ces situations, les femmes ont travaillé sans relâche, le plus souvent en coulisses et toujours sous le radar, pour que cesse la guerre, pour que la violence diminue, les détenus soient libérés et la paix rétablie. Elles le font contre vents et marées, avec un courage que l'on ne peut qu'imaginer, bien souvent dans des circonstances qui menacent leur vie, leurs moyens de subsistance et leur famille.

En ce jour anniversaire, je voudrais rappeler à toutes les parties au conflit au Yémen de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les filles ainsi que les défenseurs des droits de l'homme contre toutes sortes de violences et de menaces. J'espère que comme nous, ils tiendront compte des appels que ne cessent de lancer les femmes yéménites – et je les ai entendues hier encore à Riyad – en faveur d'une paix juste et équitable – pas seulement une paix tout court, mais une paix juste et équitable. Je les exhorte à accroître la participation réelle des femmes, notamment en assurant leur représentation à hauteur de 30% au moins dans leurs délégations de négociation. Je rappelle à tous le bilan extraordinaire du dialogue national au Yémen en ce qui concerne cette participation, lorsque le Yémen était un modèle de la participation des femmes aux dialogues nationaux.

Enfin, je voudrais évoquer, peut-être de manière un peu excentrique, la question de l'éducation, non pas seulement comme une question purement humanitaire, mais pour illustrer les coûts de la guerre. Ce qui m'amène à vous en parler, Monsieur le Président, ainsi qu'aux membres du Conseil, c'est la lecture d'un article sur une école de Taëz où les enfants savent qu'ils risquent leur vie pour y aller et pourtant ils y vont; où il y a peu, voire pas, de matériel; où les enseignants, j'en suis sûr, ont rarement été payés et pourtant ils sont là. Ce combat pour offrir une éducation à la prochaine génération est remarquable.

Nous le voyons dans chaque conflit, et nous le voyons au Yémen. Il témoigne du courage des familles yéménites et confirme le sort subi par les enfants yéménites.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Lowcock.

**M. Lowcock** (*parle en anglais*) : Comme Martin vient de le dire, il y a une lueur d'espoir du côté politique, mais les experts s'inquiètent de plus en plus du fait que la fenêtre pour prévenir une famine au Yémen est en train de se refermer.

Je voudrais une fois encore informer le Conseil aujourd'hui de cinq priorités qui, lorsqu'elles ont été traitées il y a deux ans, ont permis d'éviter la famine : la protection des civils, l'accès humanitaire, le financement des opérations de secours, le soutien à l'économie et les progrès vers la paix.

J'aborderai tout d'abord la question de la protection des civils. Depuis notre dernier exposé au Conseil (voir S/PV.8757), nous avons assisté à une nouvelle escalade du conflit. Il y a maintenant 47 lignes de front actives à travers le Yémen, soit le plus grand nombre jamais enregistré. Ces dernières semaines, les affrontements les plus violents ont eu lieu à Hodeïda, Mareb et Jaouf. En septembre, les pertes civiles ont atteint les niveaux les plus élevés enregistrés cette année. Comme Martin l'a dit, ces derniers jours, les hostilités se sont un peu apaisées, mais ce n'est pas suffisant.

Environ un million de personnes déplacées ont pris refuge dans la ville de Mareb et ses environs. Un affrontement majeur là-bas, comme nous l'avons dit précédemment, serait catastrophique. L'escalade de la violence à Hodeïda est également très préoccupante. Hodeïda, bien sûr, reste la ligne de vie pour le nord du Yémen, et tout ce qui pourrait menacer la continuité de son bon fonctionnement mettrait des millions de vies en danger.

La violence continue également de contraindre les gens à quitter leur foyer. Près de 150 000 personnes ont fui cette année, la plupart à Mareb. L'Organisation internationale pour les migrations estime que 80 % des personnes déplacées au cours des deux derniers mois ont dû s'installer dans des abris déjà surpeuplés.

Les infrastructures civiles critiques continuent d'être attaquées. Hier encore, un civil a été tué et sept autres blessés lorsqu'un marché local de Mareb a été touché par des missiles. Le 11 octobre, à Taëz, des

obus d'artillerie ont frappé une école, tuant un enfant et en blessant d'autres. Et malgré la crise alimentaire au Yémen, les fermes sont attaquées avec une régularité alarmante. Le Conseil norvégien pour les réfugiés estime que les frappes aériennes et les bombardements ont touché des fermes plus de 900 fois depuis 2018, c'est-à-dire une fois par jour environ.

Je le répète donc : le Yémen a besoin d'un cessez-le-feu national, un cessez-le-feu qui couvre Mareb, Hodeïda et partout ailleurs. Tel est notre message depuis de nombreux mois.

Toutes les parties ont l'obligation de veiller constamment à épargner les civils et les biens de caractère civil au cours des opérations militaires. Les auteurs de violations doivent répondre de leurs actes. Nous nous félicitons du récent renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, qui a été créé par le Conseil des droits de l'homme pour recenser les violations et promouvoir une plus grande responsabilité.

Mon deuxième point porte sur un accès humanitaire sans entraves. Dans le sud, le personnel humanitaire de première ligne continue de faire face à des difficultés dues à l'insécurité, notamment au harcèlement des groupes armés. Les discussions avec le Gouvernement yéménite en vue de rationaliser les processus bureaucratiques d'approbation des projets d'aide se poursuivent, comme cela a été le cas ces six derniers mois. Nous espérons qu'une solution sera trouvée rapidement.

Dans le nord, les organismes sont confrontés à des problèmes d'accès plus graves, principalement en raison des restrictions imposées par les autorités d'Ansar Allah. Depuis mon dernier exposé, des mesures concrètes ont été prises pour rouvrir l'aéroport de Sanaa aux vols humanitaires, ce dont on peut se féliciter. Cela signifie que le personnel et les cargaisons d'aide devraient à nouveau pouvoir entrer dans le nord du Yémen et en sortir. La réouverture de l'aéroport a également permis le retour chez eux, le 4 octobre, de 29 patients yéménites et de leurs soignants qui s'étaient rendus en Jordanie pour y recevoir un traitement médical, grâce au pont aérien mis en place et facilité par l'Organisation mondiale de la Santé.

Plus généralement, les donateurs et les institutions continuent de prendre langue avec les autorités d'Ansar Allah dans le but d'améliorer l'environnement opérationnel des organismes humanitaires. Des progrès

supplémentaires sont nécessaires dans ce domaine. L'Union européenne et le Gouvernement suédois réuniront des hauts responsables en novembre pour faire le point sur l'évolution de la situation et envisager l'avenir.

Par ailleurs, comme Martin l'a évoqué, nous continuons de discuter avec les autorités d'Ansar Allah de la question du pétrolier *SAFER*. Les discussions se sont accélérées ces dernières semaines et, comme il l'a indiqué, nous espérons recevoir dans les prochains jours l'approbation écrite officielle pour que la mission des Nations Unies puisse procéder à une évaluation complète du navire et entreprendre les premières réparations.

Le troisième point concerne le financement de l'opération humanitaire. Depuis mon dernier exposé, le niveau de financement du plan d'intervention humanitaire au Yémen est passé de 30 % à 42 %. Il faut évidemment s'en féliciter, mais à la même époque l'année dernière, le plan d'intervention était financé à 65 %. Le manque de financement continue de signifier que d'autres programmes clefs risquent de s'arrêter.

Pas plus tard que la semaine dernière, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a été contrainte d'arrêter un programme de vaccination du bétail qui desservait 3 millions de familles rurales. Les organismes d'aide ne touchent plus qu'environ 9 millions de personnes par mois au Yémen, contre plus de 13 millions au début de l'année. Quel va être le sort des 4 millions de personnes que nous n'avons plus les moyens financiers d'aider?

J'ai dit tout à l'heure que la fenêtre pour prévenir la famine au Yémen se referme. Accroître le soutien au plan d'intervention, en commençant par honorer les promesses non payées, mais aussi en portant le financement aux niveaux de l'année dernière, est le moyen le plus rapide d'aider.

Le quatrième point concerne l'économie du Yémen, qui reste un facteur déterminant dans le risque de famine. Les importations commerciales de denrées alimentaires sont restées globalement stables ces derniers mois, avec plus de 380 000 tonnes entrant par Hodeïda et Salif en septembre, mais le coût de ces denrées alimentaires et d'autres produits de base signifie qu'ils sont hors de portée pour des millions de familles.

Les pénuries de carburant persistent également dans le nord. Elles font augmenter le prix du carburant, ce qui exacerbe les besoins humanitaires. Seulement 20 000 tonnes de carburant commercial sont entrées à Hodeïda en septembre. C'est la troisième

chiffre le plus bas jamais enregistré et 76 % de moins qu'en août. Actuellement, 20 navires de transport de carburant commercial attendent d'entrer dans le port et de décharger l'équivalent de trois mois d'importations. Le Gouvernement bloque leur entrée en raison d'un conflit en cours avec les autorités d'Ansar Allah au sujet de la gestion des recettes d'importation. Le Gouvernement autorise ponctuellement les navires à entrer dans le port de Hodeïda, à titre exceptionnel, dont plusieurs ce mois-ci, comme l'a mentionné M. Griffiths. Mais cette exception limitée et temporaire au blocus pétrolier ne résout pas le problème. Je réitère donc la demande formulée par l'Envoyé spécial pour que les parties travaillent d'urgence avec son équipe afin de trouver une solution. Le carburant est essentiel pour fournir une assistance vitale à des millions de personnes dans le besoin.

J'en viens maintenant au taux de change. En septembre, le rial yéménite a atteint le cours le plus bas de son histoire, s'échangeant dans le sud à 850 rials pour un dollar. Cela signifie que moins de personnes peuvent se permettre d'acheter de la nourriture et d'autres biens essentiels, qui doivent presque tous être importés. Le Yémen a besoin d'injections régulières de devises étrangères pour concourir à stabiliser le rial, subventionner les importations commerciales et payer les salaires. Cela a fonctionné dans le passé et cela peut fonctionner à nouveau. Le soutien économique que nous avons vu en 2018 était indispensable aux efforts pour prévenir la famine. Compte tenu des conditions actuelles au Yémen, je ne suis pas convaincu que les organismes humanitaires, même si ils disposaient de plus de fonds, pourraient aujourd'hui prévenir la famine en l'absence d'une action pour accompagner et soutenir l'économie.

Mon dernier point concerne les progrès vers la paix. La crise fait qu'une solution politique est nécessaire de toute urgence. C'est ce qui permettrait que le pays ne soit plus au bord de la famine. D'ailleurs, les données sur la sécurité alimentaire montrent clairement que les pires problèmes à cet égard se concentrent dans les zones touchées par le conflit.

Le Conseil vient d'entendre M. Griffiths résumer l'évolution de la situation sur le plan politique. L'appui du Conseil dans ce domaine et sur les autres questions que j'ai soulevées n'a jamais été aussi important.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Allen** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint Lowcock et l'Envoyé spécial Griffiths de leurs exposés.

Il n'est pas fréquent que nous débutions les discussions sur le Yémen avec des raisons d'espérer, aussi qu'il me soit permis de commencer par saluer la nouvelle de la libération des prisonniers. Les premiers vols ont eu lieu aujourd'hui à la suite de l'accord intervenu le 27 septembre entre les parties de libérer 1081 prisonniers. J'applaudis tout particulièrement les efforts du Comité international de la Croix-Rouge à cet égard.

La nouvelle de ce jour représente bien plus qu'une simple mesure de confiance, elle démontre que le dialogue peut mener à des résultats positifs. Il convient maintenant d'appliquer la même dynamique sur le volet politique. Les parties doivent de toute urgence accepter la déclaration commune proposée par l'ONU. Concernant l'Accord de Riyad, je salue le leadership du Royaume d'Arabie saoudite pour trouver un terrain d'entente et j'invite les parties à former rapidement un gouvernement.

Alors que nous célébrons ce mois-ci le vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000), je tiens à me faire l'écho de ce qu'a dit M. Griffiths sur l'importance de l'inclusion des femmes dans les processus politiques, y compris au Yémen.

Je me félicite également de ses propos indiquant un recul récent de la violence à Mareb, et je reprends à mon compte son appel à ce qu'elle cesse complètement. Voilà six mois que cette violence perdure et elle a eu un coût incommensurable sur la vie de nombreux Yéménites – jeunes et vieux, hommes et femmes. Les combats qui ont éclaté à Hodeïda ne sont pas seulement une violation flagrante de l'Accord sur Hodeïda, ils sont aussi inutiles et ne feront qu'accroître l'instabilité dans un pays qui est en proie à la maladie et à la famine.

Aujourd'hui, j'appelle à un dialogue renouvelé et urgent avec la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda et avec l'Envoyé spécial afin de parvenir à un cessez-le-feu. J'insiste sur le fait que les parties yéménites – c'est-à-dire le Gouvernement aussi bien que les houthistes – doivent coopérer avec l'Envoyé spécial et accepter dans les meilleurs délais sa proposition d'une déclaration conjointe. Je tiens à redire que le Royaume-Uni a toute confiance dans le processus mené par l'ONU et dans l'Envoyé spécial Griffiths.

Le 22 septembre, le porte-parole des forces armées iraniennes, le général Shekarchi, a admis que l'Iran avait fourni une assistance technique et une formation aux

houthistes. Cela constitue une violation manifeste de l'embargo sur les armes. C'est profondément préoccupant et cela confirme une nouvelle fois nos inquiétudes quant aux activités déstabilisatrices de l'Iran au Yémen et dans la région au sens large. Nous appelons l'Iran à cesser ces activités, qui risquent d'aggraver le conflit, et à soutenir une solution politique au conflit au Yémen.

Nous devons empêcher le Yémen de basculer dans la famine. Nous nous félicitons des mesures positives prises récemment par certains donateurs pour financer les activités humanitaires, notamment les nouveaux engagements annoncés par les États-Unis, le Koweït et plusieurs États de l'Union européenne, ainsi que la signature par l'Arabie saoudite d'une série d'accords avec les organismes des Nations Unies. Pour sa part, le Royaume-Uni a récemment annoncé un financement supplémentaire de plus de 65 millions de dollars, ce qui porte notre effort à plus de 250 millions de dollars cette année et vient s'ajouter aux 300 millions de dollars versés l'année dernière. Les niveaux de financement restent cependant alarmants, à 42 %, soit moins de la moitié du niveau de financement à la même période l'année dernière.

Pendant ce temps, de graves restrictions à l'accès – certaines dans le sud, mais principalement dans les zones houthistes – continuent d'empêcher la fourniture d'une aide vitale. Cela augmente de manière irresponsable le risque de famine. Au 27 septembre, 94 projets d'organisations non gouvernementales (ONG), représentant un budget cumulé de 218 millions de dollars, n'avaient toujours pas été mis en œuvre, en grande partie à cause des restrictions imposées par les houthistes. Tous les obstacles à l'accès humanitaire dans le pays, quel que soit l'endroit, doivent être immédiatement levés et les houthistes doivent donner à l'ONU et aux ONG les autorisations dont elles ont besoin pour mener leurs opérations et sauver des vies dans tout le nord.

M. Lowcock a salué la réouverture de l'aéroport de Sanaa pour les cas humanitaires. Je suis d'accord avec lui et j'ajoute qu'il est indispensable que l'aéroport de Sanaa et le port de Hodeïda restent ouverts et que les deux camps parviennent sans attendre à un accord sur les importations de carburant, comme l'a expliqué M. Griffiths.

Si nous voulons éviter la famine, il est également indispensable que la Banque centrale du Yémen reçoive rapidement une aide financière extérieure afin qu'elle dispose de suffisamment de devises fortes pour soutenir les importations de denrées alimentaires et stabiliser les prix. L'accessibilité des denrées alimentaires, plus que leur disponibilité, semble être le principal moteur de la

faim à l'heure actuelle. Le taux de change dans le sud a atteint son cours le plus bas depuis le début du conflit et la sécurité alimentaire se détériore rapidement. La proportion de personnes incapables de se procurer de la nourriture en quantité suffisante est passée de 28 % en mai à 43 % en août. Le Gouvernement yéménite a également un rôle déterminant à jouer dans ce domaine. Il doit de toute urgence élaborer un plan économique crédible et transparent qui rassure les donateurs quant à sa capacité de procéder aux réformes économiques.

Enfin, je tiens à saluer la nouvelle encore non confirmée selon laquelle le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et les houthistes sembleraient avoir trouvé un accord de principe sur la conduite d'une mission pour procéder à l'évaluation puis aux premières réparations superficielles du pétrolier *SAFER*. Je crois savoir qu'il faudra plus d'un mois aux experts pour finir leur travail, raison pour laquelle il faut éviter tout retard inutile. J'attends avec impatience l'exposé du mois prochain et j'espère que nous apprendrons alors que la mission est en cours. Je tiens également à remercier l'Allemagne, les Pays-Bas et la France de s'être joints au Royaume-Uni et à l'Arabie saoudite pour financer la mission initiale.

**M. Djani** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, pour leurs importantes mises à jour.

Je voudrais également féliciter le Programme alimentaire mondial, pour le prix Nobel de la paix 2020 qui a lui décerné. Cela en dit long sur le travail essentiel qu'il effectue, notamment au Yémen. Il a fourni une aide alimentaire à 13 millions de personnes, malgré de nombreuses difficultés.

Nous voudrions également remercier le Comité international de la Croix-Rouge et l'Envoyé spécial, et saluer les efforts déployés par son adjoint pour mettre au point les dispositions relatives à la libération de 1 081 détenus, dans le cadre de mesures importantes de renforcement de la confiance et de la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm. Nous espérons que cet engagement sera suivi par d'autres actes concrets.

M. Griffiths nous a annoncé une bonne nouvelle : un pont aérien de l'espoir, de l'espoir pour les familles des détenus. C'est un premier pas important, et nous espérons que d'autres suivront bientôt. Néanmoins, la

situation générale reste sombre, comme l'a indiqué le Secrétaire général adjoint Lowcock, le financement étant le plus grand défi pour l'aide humanitaire face à la pandémie de coronavirus (COVID-19). En effet, les temps sont difficiles et nous sommes très déçus par l'absence d'un accord sur la déclaration commune. À cet égard, je voudrais attirer l'attention sur trois points.

Premièrement, l'escalade de la violence doit cesser. Il est très regrettable que les houthistes aient intensifié leurs attaques, augmentant ainsi le niveau de violence partout au Yémen, malgré les appels à la désescalade lancés par le Secrétaire général et la résolution 2532 (2020). Cette intensification des combats est particulièrement inquiétante en ce qui concerne Mareb et Hodeïda. L'Envoyé spécial nous a prévenus que les combats à Mareb saperont l'espoir de voir le processus politique aboutir et pousseront des centaines de personnes déplacées à se déplacer à nouveau. En outre, l'escalade militaire à Hodeïda porte atteinte à l'Accord de Stockholm.

Nous n'avons cessé d'exprimer nos plus vives inquiétudes face à ces attaques perpétrées par les houthistes, notamment celles qui visent l'Arabie Saoudite. Elles constituent une grave menace pour la sécurité régionale et nous appelons de nouveau à une désescalade immédiate sur l'ensemble du territoire yéménite. En outre, les parties doivent honorer leurs obligations au titre du droit humanitaire international et assurer pleinement la protection des civils et du personnel humanitaire. Je voudrais rappeler ce que M. Lowcock a dit concernant l'accès sans entrave des travailleurs humanitaires. À notre avis, quiconque impose de nouvelles restrictions indique qu'il ne se soucie pas du sort du peuple yéménite.

Mon deuxième point concerne l'impératif d'un processus politique inclusif. Même si les parties semblent avoir choisi l'approche militaire, elle ne fait qu'exacerber les souffrances des Yéménites. Depuis le mois d'avril, l'Envoyé spécial a demandé aux parties de choisir la paix par sa proposition en trois points énoncée dans la déclaration commune. Il ne fait aucun doute que seule une solution politique globale permettra de régler la crise et le conflit au Yémen. La déclaration commune énonce les éléments de base à cette fin. À cet égard, l'Indonésie exhorte une fois de plus toutes les parties, les houthistes et le Gouvernement, à se mettre d'accord sur la déclaration commune et à reprendre le dialogue en vue d'un règlement politique global. Nous savons que ce n'est pas une tâche facile, mais le peuple du Yémen

mérite un cessez-le-feu – un moment de répit – et une paix durable. C'est ce qu'impose la morale, et pour citer M. Griffiths, « Trop, c'est trop! ».

Mon troisième point porte sur nos préoccupations concernant la situation humanitaire et le risque de famine. La poursuite des combats complique également les déplacements des travailleurs humanitaires et donnera lieu à une augmentation du nombre de personnes qui ont besoin d'aide. Dans un contexte de contraction de l'économie où l'aide humanitaire est confrontée à de graves problèmes de financement, il existe un risque de réduction des programmes. Nous espérons que nous pourrions mettre en place une approche plus durable pour améliorer la situation humanitaire au Yémen, notamment pour remédier aux conséquences de la crise économique. Nous voudrions également réitérer notre appui aux cinq priorités urgentes exposées par M. Lowcock, tout en soulignant l'importance d'un accès humanitaire sûr et sans entraves.

Nous ne cessons de parler du pétrolier *FSO SAFER*. Nous croyons comprendre qu'il reste certains détails à régler liés à la nécessité de réparation du navire par l'équipe d'évaluation. Nous espérons que tous les obstacles seront enfin levés pour permettre à l'équipe des Nations Unies de commencer ses travaux en vue d'éviter une catastrophe potentielle.

Pour terminer, les 13 millions de Yéménites qui souffriront de la faim s'ils ne reçoivent pas d'aide alimentaire méritent une chance de paix et, pour une fois, de ne pas avoir à s'inquiéter pour leur nourriture. Nous espérons qu'il y aura une cessation immédiate des hostilités, et que les parties s'attelleront à trouver une solution durable pour régler la crise que traverse leur pays. Au sein du Conseil de sécurité, nous sommes unis pour chercher une solution et instaurer la paix au Yémen. Il appartient maintenant au peuple du Yémen et à ses dirigeants d'œuvrer également en faveur de la paix pour les générations futures d'enfants yéménites. Cela exige du courage et de la compassion.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés.

Au cours des deux dernières années, la situation au Yémen a connu de nombreux rebondissements. La communauté internationale et les parties au Yémen ont déployé des efforts considérables pour trouver une solution politique à la question yéménite. Grâce à l'adoption des Accords de Stockholm et de Riyad,

certains progrès ont été réalisés. Toutefois, nous avons également constaté que ces accords n'ont pas été effectivement mis en œuvre. Tout récemment, les combats se sont intensifiés dans de nombreuses régions du pays. Une profonde méfiance mutuelle règne entre les parties, le processus politique se trouve dans l'impasse et la crise humanitaire continue de s'aggraver. La Chine est vivement préoccupée par cette situation. Nous espérons que les parties au Yémen prendront davantage conscience de l'urgence de la situation et feront preuve de volonté politique pour promouvoir conjointement des avancées dans le processus de paix.

Premièrement, un cessez-le-feu s'impose le plus rapidement possible. Lors du débat général à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général António Guterres a réitéré son appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial, en demandant qu'il soit effectif d'ici la fin de l'année. La Chine appuie l'appel du Secrétaire général et espère que le Conseil de sécurité et la communauté internationale joueront un rôle actif pour intensifier les efforts de médiation dans les situations de conflit comme celle du Yémen et apporteront leur ferme appui aux efforts du Secrétaire général et de son Envoyé spécial.

Le Gouvernement yéménite tout comme la coalition ont exprimé leur appui à l'appel au cessez-le-feu du Secrétaire général, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter. Nous espérons que toutes les parties au Yémen placeront les intérêts du peuple et l'avenir du pays au premier plan, répondront aux aspirations à la paix et à la stabilité de la population et renonceront immédiatement à l'usage de la force pour revenir sur la voie du dialogue et de la négociation.

La Chine est préoccupée par les attaques de missiles et de drones contre l'Arabie Saoudite et par l'escalade des combats dans des régions comme Hodeïda. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda doit mettre en œuvre son mandat de surveillance du cessez-le-feu conformément à la demande formulée dans la résolution 2534 (2020).

Deuxièmement, les engagements politiques doivent être respectés. L'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad illustrent les efforts considérables déployés par toutes les parties et ne peuvent donc pas rester lettre morte. Les parties au conflit ne peuvent pas continuer à faire la navette entre le champ de bataille et la table des négociations dans un cercle vicieux de combats et de pourparlers. L'essentiel est de mettre en œuvre les accords conclus pour créer un climat de

confiance mutuelle entre les parties et jeter les bases de progrès supplémentaires.

Un règlement efficace du problème qui se pose dans le sud a des incidences sur la situation générale au Yémen. La Chine félicite vivement l'Arabie saoudite de sa contribution pour faire progresser la mise en œuvre de l'Accord de Riyad et appuie l'Arabie saoudite dans la poursuite de ce travail important.

Grâce à la médiation de l'Envoyé spécial et du Comité international de la Croix-Rouge, le Gouvernement yéménite et les houthistes ont récemment conclu un accord sur l'échange de prisonniers. Aujourd'hui, nous constatons des progrès importants à cet égard. La Chine s'en félicite vivement, et nous espérons que des mesures de confiance supplémentaires seront prises.

Troisièmement, s'agissant du renforcement du dialogue régional sur la sécurité, une solution politique à la question yéménite nécessite des conditions de sécurité favorables au plan régional. La Chine préconise que les questions régionales soient réglées par le dialogue et la concertation entre les pays du Golfe, en instaurant une plateforme de dialogue entre les pays de la région afin de forger un nouveau consensus autour du maintien de la paix et de la stabilité régionales. D'autres pays ont également avancé des idées similaires. Nous voyons un accord se former autour de l'orientation générale. Nous devons donc travailler de concert pour concrétiser ces idées et promouvoir le processus de paix régional. La Chine encourage les pays concernés de la région à faire usage de leurs propres avantages pour exercer une influence positive sur les parties au Yémen et contribuer au règlement politique de la question yéménite. Dans le même temps, la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Yémen doivent être pleinement respectées et préservées.

Quatrièmement, en ce qui concerne les efforts visant à atténuer la crise humanitaire, plus de 20 millions de personnes au Yémen sont actuellement confrontées à la menace de l'insécurité alimentaire. Au moins 1 million de femmes et 2 millions d'enfants souffrent de malnutrition sévère. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial ont alerté à plusieurs reprises sur le risque de famine. Plus de 2 000 cas de maladie à coronavirus (COVID-19) ont été confirmés au Yémen, et le nombre réel de personnes infectées est beaucoup plus élevé. La Chine exhorte toutes les parties concernées à respecter le droit international

humanitaire, à donner la priorité à l'humain et à la vie, à protéger les civils, en particulier les groupes vulnérables, et à assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave, notamment en permettant aux Nations Unies de procéder dès que possible à l'évaluation de la sécurité du pétrolier *FSO SAFER* et à sa réparation. La communauté internationale, en particulier les pays donateurs, doivent fournir un financement suffisant au plan d'aide humanitaire pour le Yémen en honorant dès que possible leurs promesses de dons. Tous les efforts doivent être faits pour prévenir une famine au Yémen, protéger les terres arables et les installations de production agricole, maintenir les ports commerciaux en activité et lutter efficacement contre les fléaux des criquets pèlerins et des inondations. Nous devons aider l'Organisation mondiale de la Santé à jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la pandémie, et à sauver des vies.

La Chine s'est toujours tenue aux côtés du peuple yéménite. Nous avons fait parvenir plusieurs lots d'aide alimentaire dans la quasi-totalité des provinces du Yémen. Depuis l'apparition de la COVID-19, nous avons fait don au Gouvernement et au peuple yéménites de plusieurs lots de fournitures destinées à lutter contre la pandémie et avons, de manière proactive, partagé notre expérience de la lutte contre la pandémie. À l'avenir, nous entendons continuer de fournir du riz, du matériel médical et d'autres formes d'aide humanitaire au Gouvernement et au peuple yéménites, et travailler avec les pays du Golfe et la communauté internationale pour contribuer à atténuer la crise humanitaire sur le terrain.

**M<sup>me</sup> King** (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier Martin Griffiths et Mark Lowcock de leurs informations actualisées et de leur coopération constante avec le Conseil de sécurité. Nous saluons également leur dévouement indéfectible envers le peuple yéménite et leurs efforts pour trouver une solution durable au conflit.

Je commencerai en rappelant que Saint-Vincent-et-les Grenadines est solidaire du peuple yéménite, qui a subi et continue de subir des souffrances incommensurables. Nous soulignons une fois de plus que la seule solution viable à la crise est un processus politique inclusif dirigé et contrôlé par le Yémen. On ne saurait trop insister sur ce point. Nous continuons de constater que les tentatives de faire prévaloir une solution militaire sont contre-productives et se font aux dépens du peuple yéménite.

Comme l'a dit M. Lowcock dans son exposé, on demande beaucoup aux parties, mais nous devons leur en demander beaucoup parce que trop, c'est trop. Il nous faut mettre ce conflit prolongé en perspective. Nous devons véritablement appréhender l'ampleur de ses répercussions. Le peuple yéménite endure ce conflit depuis bien trop longtemps et, si personne n'a été épargné au Yémen, nous savons néanmoins que les enfants du Yémen ont été, et continueront d'être, les plus durement touchés.

Les enfants du Yémen vont subir d'insondables dommages psychologiques, qui ne cesseront pas avec la fin du conflit. Trop d'enfants au Yémen s'endorment le ventre vide tandis que le pays traverse une crise humanitaire sans précédent. Trop d'enfants au Yémen, dont certains peuvent décrire le bruit d'un fusil et les affres de la faim et du chagrin plus facilement qu'ils ne peuvent épeler, lire ou écrire leur propre nom, ont été spoliés de leur éducation. Trop d'enfants yéménites n'ont jamais connu la paix. Trop d'enfants yéménites n'ont jamais connu autre chose que la guerre. Prenons le temps de comprendre cette réalité. Ces enfants sont précisément ceux pour lesquels nous sommes censés garantir la paix et la sécurité.

Pourtant, sous nos yeux, les écoles continuent d'être attaquées, les enfants continuent d'être mutilés et tués, et on continue de signaler des agressions sexuelles et des dénis d'accès à l'aide humanitaire. Beaucoup trop d'enfants, s'ils survivent, seront marqués à jamais. Nous manquons à nos devoirs envers eux, et rien ne pourrait le justifier. Il est temps de répondre à l'appel des femmes yéménites.

Nous avons bien conscience que le monde est accablé par la maladie du coronavirus et ses conséquences, mais le peuple yéménite se bat sur trop de fronts à la fois. Il s'agit de nos frères, de nos sœurs; leurs enfants sont nos enfants, et ils continuent tous de nous appeler au secours. En leur nom, je supplie la communauté internationale de faire mieux et de faire plus, avant qu'il ne soit trop tard. J'implore les acteurs au Yémen de collaborer avec l'Envoyé spécial, en toute bonne foi, pour reprendre les négociations.

Nous nous félicitons du financement supplémentaire qui a été promis et encourageons tous les donateurs à déboursier ces fonds dès que possible. Nous considérons le récent accord sur l'échange de prisonniers, et les progrès réalisés dans ce sens, comme une énorme percée dans le processus politique et une mesure de confiance indispensable.

Nous apprécions les efforts inlassables de l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et de son équipe, ainsi que l'action du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda et de toutes les autres organisations qui agissent pour apporter des secours au peuple du Yémen.

Toutefois, avant de conclure, nous devons également renouveler notre préoccupation constante face à l'absence de progrès concrets concernant le pétrolier *FSO SAFER*. C'est une question qui doit être réglée dans les plus brefs délais si nous voulons éviter une catastrophe humanitaire et environnementale au Yémen et dans la région tout entière.

**M. de Rivière (France)** : Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, pour leurs présentations.

Il faut mettre un terme à la guerre au Yémen. Nous le répétons : la seule solution est politique. Nous appelons donc les parties au conflit à reprendre les discussions, en coordination avec l'Envoyé spécial, auquel la France réitère son plein soutien. Les parties doivent se mettre d'accord sur le projet de déclaration proposé par l'Envoyé spécial. Elles doivent aussi rechercher sans délai une solution politique globale, en permettant la participation effective des femmes à ce processus.

L'accord sur l'échange de prisonniers conclu à Montreux fin septembre est une étape positive; il doit à présent être pleinement mis en œuvre et nous nous félicitons des premiers vols observés aujourd'hui. D'autres mesures de confiance doivent suivre rapidement.

Au nord, nous condamnons avec la plus grande fermeté l'offensive houthiste contre Mareb et les attaques houthistes contre le territoire saoudien. Nous sommes également très préoccupés par la reprise des affrontements dans la province d'Hodeïda, au mépris de l'Accord de Stockholm. La poursuite de la solution militaire ne mènera nulle part. Elle ne fera qu'ajouter aux souffrances du peuple yéménite. Le Conseil réitère donc son appel clair à un cessez-le-feu, conformément à la résolution 2532 (2019).

Au sud, l'Accord de Riyad doit être pleinement et effectivement mis en œuvre. Il doit notamment aboutir à la formation rapide d'un nouveau gouvernement incluant des représentants du Sud du Yémen. Les parties yéménites doivent faire preuve d'esprit de compromis au cours de cette phase essentielle.

La situation humanitaire continue de se détériorer : aggravation de l'insécurité alimentaire, pandémie de

COVID-19 mais aussi épidémies de rougeole et de polio. Nous devons donc collectivement tout faire pour répondre à ces besoins humanitaires croissants. Pour cela, il est essentiel que toutes les parties garantissent un accès humanitaire à l'ensemble des personnes dans le besoin. La protection des civils, y compris des personnels humanitaires et médicaux, ainsi que des infrastructures civiles, doit également rester une priorité absolue. Le respect du droit international humanitaire est une obligation qui s'impose à tous.

S'agissant enfin du pétrolier *FSO SAFER*, il est urgent d'agir. Nous appelons de nouveau les houthistes à autoriser sans délai ni précondition l'accès de la mission d'inspection mandatée par l'ONU au pétrolier à laquelle la France contribue financièrement.

La France restera pleinement mobilisée et engagée pour obtenir la paix au Yémen et permettre une désescalade à l'échelle régionale.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous voudrions également remercier M. Griffiths et M. Lowcock pour leurs exposés. Il y a quelques semaines à peine, nous avons accueilli avec enthousiasme la nouvelle d'un accord d'échange de prisonniers entre le Gouvernement yéménite et les houthistes. Nous sommes heureux de constater qu'aujourd'hui, nous commençons à voir cet accord porter ses fruits.

Nous tirons également espoir du fait que la situation dans le sud du Yémen a peut-être commencé à se stabiliser grâce à l'Accord de Riyad. Mais les affrontements de ces derniers jours dans les provinces de Doureïhimi et de Mareb se sont multipliés, et la situation dans le port d'Hodeïda compromet sérieusement l'Accord de Stockholm ainsi que les efforts que fait l'Envoyé spécial pour s'assurer que les parties le mettent pleinement en œuvre. Il convient de noter que 70 % des importations au Yémen passent par ce port, et les combats qui se déroulent à proximité rendent les opérations d'aide humanitaire encore plus difficiles.

Nous condamnons ce regain d'hostilités, tout en soulignant que seule une solution politique au conflit permettra d'aboutir à une paix durable. Selon les données obtenues par le projet de surveillance de l'impact sur les civils, le nombre de victimes civiles au Yémen en septembre a été le plus élevé depuis novembre dernier, avec 67 morts et 123 blessés.

Cela étant dit, nous voudrions faire référence au dernier rapport du Groupe d'éminents experts sur le Yémen. Outre les données inquiétantes sur les attaques

illégalles contre les civils, le rapport contient des preuves sur le recrutement et l'utilisation d'enfants-soldats. Cela est très préoccupant. Toutes les parties au conflit doivent se conformer aux règles du droit international humanitaire et ont le devoir moral de cesser immédiatement les hostilités.

Nous sommes très préoccupés par l'effondrement imminent de l'économie. La chute du rial yéménite et la crise du carburant rendent encore plus précaires la situation des rares personnes ayant accès aux capitaux et qui ne peuvent pas acheter de la nourriture et le transport des personnes, des denrées alimentaires et des marchandises. Une injection de devises, comme cela s'est produit en 2018, a été un facteur essentiel pour éviter une situation catastrophique à l'époque. En outre, l'insécurité alimentaire s'accroît chaque jour. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que plusieurs régions du Yémen se rapprochent rapidement de conditions équivalentes à la famine, et que des facteurs supplémentaires, tels que l'infestation de criquets, augmentent la complexité et la gravité de la situation. Le plus triste dans tout cela est que nous savons comment résoudre cette situation. C'est une tragédie tout à fait évitable. Les organismes internationaux ont tiré la sonnette d'alarme; les groupes d'aide savent ce qu'il faut faire. Nous sommes encouragés de savoir que les pays donateurs, en particulier les partenaires régionaux, sont à la hauteur de leurs responsabilités et que les fonds disponibles pour le Yémen augmentent.

Dans cet esprit, et pour conclure, nous voudrions encourager les pays donateurs à continuer d'accroître leur soutien pour atténuer cette énorme crise humanitaire et à augmenter leurs contributions en termes d'aide publique au développement aux pays les plus touchés par la pandémie et ses conséquences dévastatrices. Au Yémen, nous savons que la maladie à coronavirus (COVID-19) continue de se propager tous azimuts. Et nous demandons à nouveau que le vaccin, et les autres technologies de santé nécessaires pour lutter contre la COVID-19, soient rendus équitablement accessibles et que leur distribution soit assurée à tous les êtres humains de la planète. À cette fin, l'Organisation mondiale de la Santé, les pays donateurs et le secteur privé sont appelés à jouer un rôle essentiel, sur la base de la coopération, de la solidarité et de la justice.

**M<sup>me</sup> Craft** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie nos intervenants pour leurs observations. Nous apprécions la mise à jour fournie par Martin Griffiths sur l'accord de libération des prisonniers. C'est une réalisation importante rendue possible grâce à ses efforts inlassables, ainsi qu'à ceux du

Comité international de la Croix-Rouge. Nous espérons vivement entendre d'autres mises à jour positives sur la mise en œuvre de ces engagements par les parties dans les jours et les semaines à venir.

Malgré les promesses que cet accord laisse entrevoir, je suis profondément préoccupée par le fait que les progrès sur le front politique sont bloqués en raison de l'incapacité des houthistes à respecter leurs engagements. La poursuite de leur offensive sur Mareb démontre qu'ils ne sont pas intéressés par un processus politique et qu'ils veulent seulement plus d'années de guerre pour le peuple du Yémen. Mareb abrite de nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du Yémen et est devenu un refuge pour les Yéménites fuyant les combats tout au long de la guerre. L'attaque des houthistes contre ce refuge est profondément préoccupante, et nous leur demandons de cesser immédiatement cette action.

Nous sommes également extrêmement préoccupés par la récente intensification des combats à Hodeïda et nous présentons nos condoléances aux familles de ceux qui ont perdu la vie. Seule une solution politique permettra de ramener la stabilité, la paix et la prospérité au Yémen. Pourtant, malheureusement, les houthistes se sont contentés tout au long de ce conflit de perdre des dizaines de milliers de combattants sur le champ de bataille. Bien sûr, les houthistes ne le font pas seuls; la poursuite des exportations d'armes de l'Iran vers les houthistes, en violation de l'embargo sur les armes, a été largement documentée, notamment par le dernier rapport du Secrétaire général (S/2020/531) sur l'application de la résolution 2231 (2015). Le rôle de l'Iran dans ce conflit, qui défie les sanctions du Conseil de sécurité, ne sert à rien d'autre qu'à aggraver cette tragédie humanitaire et à prolonger la souffrance de millions de personnes.

Cette horrible situation déstabilisatrice persiste depuis des années. Si les membres du Conseil cherchent réellement à trouver un règlement à ce conflit par la voie de la médiation, ils doivent se joindre aux États-Unis et à d'autres pays pour demander à l'Iran de cesser immédiatement tout soutien aux houthistes. Alors que le monde fait de son mieux pour mettre fin à cette guerre, la fourniture par l'Iran d'une aide et d'une formation létales aux houthistes ne fait rien d'autre que d'assurer une guerre sans fin. Cela doit cesser maintenant.

Je voudrais également parler plus en détail du pétrolier *SAFER* qui, malgré les efforts concertés de Martin et de son équipe, continue de menacer la mer Rouge et les Yéménites de conséquences catastrophiques, notamment une forte réduction des

importations de denrées alimentaires commerciales et d'aide humanitaire; des dommages environnementaux à long terme; et la dégradation de la situation économique.

Le mois dernier, au cours de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, les cinq membres permanents du Conseil, plus l'Allemagne, la Suède et le Koweït, ont demandé aux houthistes de faciliter de toute urgence l'accès inconditionnel et en toute sécurité des experts de l'ONU pour mener une mission d'évaluation et de réparation. Le Conseil, lui aussi, exhorte, conjure, presse et admoneste les houthistes depuis des mois.

Mais les houthistes poursuivent leurs manœuvres dilatoires. Ils posent de nouvelles exigences et conditions, dressent de nouveaux obstacles aux experts de l'ONU, qui possèdent l'expérience et les ressources nécessaires pour éviter une grave catastrophe. Le fait qu'ils sont prêts à risquer la catastrophe pour des millions de Yéménites, qui sont si lourdement tributaires des denrées alimentaires, du carburant et d'autres marchandises importées par les ports de la mer Rouge, afin d'obtenir un avantage politique, démontre le cynisme et la cruauté de leurs dirigeants.

Pourquoi devrait-on s'attendre à ce qu'il en soit autrement, étant donné que les houthistes continuent de faire obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire internationale aux Yéménites qui en ont désespérément besoin? La récente fermeture de l'aéroport international de Sanaa par les houthistes a entravé la circulation de fournitures humanitaires vitales et du personnel essentiel dans les zones les plus densément peuplées du Yémen. Ces actions des houthistes ont stoppé l'importation de 2,4 millions de doses de vaccin oral contre la poliomyélite dans leurs propres régions, ainsi que de plus de 200 tonnes de fournitures médicales liées à la maladie à coronavirus.

Une réouverture temporaire de l'aéroport ne constitue pas un répit viable. Nous exhortons les houthistes à mettre fin à leur politique de la corde raide et à rouvrir l'aéroport aux vols de l'ONU sur une base permanente. Leur obstructionnisme est inacceptable, d'autant plus que les Yéménites sont confrontés aux menaces supplémentaires de la hausse des prix et de l'insécurité alimentaire. Nous ne pouvons et ne devons pas rester silencieux face à cette intransigeance sans précédent.

La famine étant un risque bien réel au Yémen en cas de perturbation prolongée des importations alimentaires, nous encourageons tous les donateurs à

fournir dès maintenant des ressources pour répondre aux besoins actuels et qui se font jour. Toutes les parties au conflit, en particulier les houthistes, doivent permettre aux acteurs de mettre en œuvre des programmes essentiels pour sauver des vies.

Je voudrais également prendre un moment aujourd'hui pour exprimer notre gratitude à nos partenaires d'Oman, de l'Arabie saoudite et du Gouvernement yéménite, en particulier au Sultan d'Oman et au Prince héritier de l'Arabie saoudite, pour avoir aidé les États-Unis à faciliter la libération de deux citoyens américains au Yémen et le retour des restes d'un autre citoyen américain. L'Administration Trump a fait du rapatriement des Américains retenus en otage ou détenus à tort à l'étranger une priorité absolue, et nous ne faiblirons jamais dans notre engagement envers eux et leurs familles.

Je remercie les pays qui se sont joints aux États-Unis pour appuyer le Programme alimentaire mondial, car celui-ci joue un rôle essentiel au Yémen, fournissant à 13 millions de personnes dans le pays une aide alimentaire d'urgence et à 1,1 million d'enfants et de femmes un soutien nutritionnel. Le Programme alimentaire mondial a un besoin urgent d'appui pour poursuivre ses efforts vitaux. Les États-Unis fournissent 43 % de son budget, et nous sommes reconnaissants à ceux qui ont renforcé leur contribution.

Enfin, dans mes déclarations précédentes au Conseil, j'ai appelé les houthistes à libérer immédiatement le citoyen yéménite Levi Salem Musa Marhabi, détenu à tort (voir S/PV.8757). La santé de Levi continue de décliner en détention, où il reste injustement emprisonné bien qu'un « tribunal » houthiste ait ordonné sa libération en septembre 2019.

Nous appelons tous les houthistes à respecter la liberté religieuse, à cesser d'opprimer la population juive du Yémen et à libérer immédiatement M. Marhabi.

**M<sup>me</sup> Nguyen** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence. Nous saluons également la présence du représentant du Yémen à la présente séance.

Nous sommes encouragés par la bonne nouvelle annoncée par M. Griffiths en début de séance concernant la libération de plus de 1 000 personnes. Il s'agit d'une

étape très importante pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm.

Toutefois, nous restons très préoccupés par l'escalade des hostilités ces derniers jours au Yémen, où plusieurs personnes ont été tuées, y compris des femmes et des enfants. Nous condamnons les attaques et nous nous joignons aux autres membres pour exprimer nos plus sincères condoléances aux familles des victimes. Nous appuyons la déclaration faite par M. Griffiths le 8 octobre à cet égard.

Par ailleurs, la forte augmentation des contributions financières des donateurs, à hauteur de 450 millions de dollars, est un signe positif. Nous sommes cependant préoccupés par les informations selon lesquelles le budget actuel est insuffisant pour assurer les opérations humanitaires de l'ONU durant les derniers mois de 2020.

La crise économique, le conflit prolongé, l'insécurité alimentaire et d'autres problèmes ont eu des conséquences désastreuses sur la situation humanitaire au Yémen. Qui plus est, le pétrole, qui se serait écoulé du pétrolier *SAFER* en mer Rouge, constitue une menace alarmante pour le Yémen et la région du Golfe. Aussi importe-t-il d'accorder immédiatement à l'équipe technique de l'ONU l'accès au pétrolier pour évaluation et réparation.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner les points suivants.

Premièrement, nous demandons instamment à toutes les parties concernées au Yémen de répondre aux appels au cessez-le-feu. Il est impératif que toutes les parties cessent immédiatement leurs activités militaires dans le pays, en vue de mettre fin aux souffrances disproportionnées des civils, de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et de reprendre les pourparlers de paix.

Nous ne le soulignerons jamais assez, il n'y a pas de solution militaire à la situation au Yémen. C'est pourquoi les membres du Conseil et les parties concernées doivent appuyer les efforts de l'Envoyé spécial en œuvrant avec le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud afin de convenir d'une déclaration commune sur un cessez-le-feu national dans tout le Yémen.

Deuxièmement, il convient d'assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave au Yémen. Nous exhortons les parties concernées à s'acquitter de leurs

obligations en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire.

Dans le même temps, nous appelons la communauté internationale, l'ONU et les donateurs à redoubler d'efforts pour trouver une solution au financement du Yémen. À la lumière des contributions annoncées pour 2020, l'ONU doit travailler en amont avec les parties concernées pour commencer à planifier la conférence des donateurs pour le Yémen, qui se tiendra en 2021.

Troisièmement, nous demandons instamment à toutes les parties de respecter et de mettre en œuvre intégralement l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad avec la médiation de l'ONU. Dans le cadre de ce processus, nous réaffirmons notre appui à la souveraineté, à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen. La participation véritable des femmes au processus politique doit également être garantie et davantage encouragée.

Pour terminer, nous félicitons l'Envoyé spécial Martin Griffiths et l'équipe des Nations Unies de leurs efforts inlassables et appuyons leurs propositions en faveur de la paix au Yémen.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je suis ravi de voir Martin Griffiths et Mark Lowcock à l'écran. Je veux juste dire que nous avons encore un siège sans coronavirus dans la salle et que ce serait formidable si l'un d'entre eux pouvait être ici parmi nous, la prochaine fois.

Je voudrais faire écho à ce que Martin a dit au début de la séance à propos du pont aérien de l'espoir dont nous sommes actuellement témoins. J'aimerais également reprendre à mon compte ce qu'il a dit concernant le soulagement et le réconfort que cela apporte non seulement à ceux qui sont dans les avions, mais aussi à leurs familles et à leurs amis. Je le remercie, ainsi que son adjoint, son équipe et, en particulier, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Président Maurer. Ce que le CICR fait là-bas mais aussi ailleurs dans le monde est remarquable.

Nous espérons, comme Martin, que nous pourrons, sur la base de ce pont aérien de l'espoir, renforcer la dynamique et la confiance afin de nous engager réellement sur la voie de la paix, en commençant par un accord final sur une déclaration commune sur la « guerre des tirs », ou comme l'a dit Mark Lowcock, l'instauration d'un cessez-le-feu national. Nous, tout comme les parties, le devons au peuple. À cet égard, ainsi que je l'ai fait la dernière fois, je

tiens à féliciter M. Griffiths de continuer à organiser des réunions régulières avec les représentants de la société civile et des femmes. Nous devons les impliquer et les écouter. Comme l'Ambassadrice King l'a répété tout à l'heure, la société civile dit « c'en est assez ».

Cela contraste avec ce qui est en train de se mettre en place avec le pont aérien et ce qui se passe à Mareb. On observe une détérioration alarmante de la situation à Hodeïda et à Taëz. En ce qui concerne Taëz, j'appuie les efforts de l'Envoyé spécial pour travailler avec la société civile et mettre en avant l'action de cette dernière en ce qui concerne les écoles et l'éducation, par exemple. La participation des femmes à tous les pourparlers de paix, tant au niveau local que national, est très importante. M. Griffiths a mentionné à quel point les accords de paix sont plus durables lorsque les femmes y participent.

Sur le plan humanitaire, nous n'arrêtons pas de nous répéter. Néanmoins, il faut le redire : le Yémen est la pire crise humanitaire de tous les conflits que nous traitons ici au Conseil. La population souffre et, comme l'a souligné M. Lowcock, la famine est imminente. Le panorama qu'il a dressé est catastrophique. Comme dans de nombreux conflits, les femmes, les enfants et les personnes marginalisées sont ceux qui souffrent le plus. Certains se souviendront peut-être que sous la présidence allemande, en juillet, M<sup>me</sup> Raja Abdullah Ahmed Almasabi, la Présidente de la Fondation arabe des droits de l'homme, était venue nous présenter un exposé (voir S/PV.8753), dans lequel elle avait mis en avant le sort des personnes handicapées. Avant de conclure, elle s'était tournée vers nous et nous avait dit que nous pouvions faire plus et mieux. Les oreilles m'en sifflent encore. Je voudrais donc plaider auprès de mes collègues qui s'opposent à ce que la situation désastreuse des personnes handicapées soit soulignée dans le projet de déclaration que nous préparons. J'espère que nous pourrons nous mettre d'accord pour appeler l'attention sur le sort des personnes handicapées.

En ce qui concerne l'aide humanitaire, nous avons entendu les chiffres donnés par M. Lowcock. Je me félicite d'entendre que certains pays versent maintenant les fonds promis. La dernière fois que nous avons parlé de cette question, j'avais tout particulièrement attiré l'attention sur les membres de la coalition. Je suis très satisfait d'apprendre que l'Arabie saoudite participe désormais financièrement. Nous espérons que les Émirats arabes unis feront de même.

L'Allemagne a versé les 150 millions de dollars qu'elle avait promis pour le plan d'intervention humanitaire au Yémen. En outre, nous contribuons à hauteur de 100 millions de dollars au Programme

alimentaire mondial et au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Je signale d'ailleurs à M<sup>me</sup> Craft que l'Allemagne est le deuxième donateur du Programme alimentaire mondial, qui, selon nous, fait un travail formidable. Nous nous souvenons tous de l'exposé que David Beasley a présenté au Conseil sur la situation au Yémen (voir S/2020/930).

À propos de la distribution de l'aide, je voudrais me faire l'écho de ce que d'autres, et notamment M<sup>me</sup> Craft, ont dit aujourd'hui, à savoir qu'il est inacceptable que les houthistes bloquent l'aide humanitaire. Je rappelle que M. Beasley a dénoncé la façon dont les houthistes détournent l'aide humanitaire.

Cependant, je voudrais également montrer un peu du doigt l'autre camp. M. Lowcock a expliqué qu'une partie de l'aide humanitaire ne parvient pas à entrer à Hodeïda parce que le Gouvernement yéménite la bloque en raison d'obscurs droits d'importation. Je voudrais ici demander instamment au Gouvernement yéménite de ne pas priver son peuple de l'aide humanitaire. Peut-être l'Ambassadeur du Yémen voudra-t-il en dire un peu plus à ce sujet?

**M. Aougi** (Niger) : Je voudrais remercier M. Martin Griffiths et M. Marck Lowcock pour leurs exposés détaillés, qui comme chaque mois, nous tiennent informés sur la situation qui prévaut au Yémen.

Le Niger a suivi avec intérêt les récents développements dans le conflit qui sévit au Yémen, notamment l'accord auquel le Gouvernement et les houthistes sont parvenus, le 27 septembre, portant sur un échange de plus d'un millier de prisonniers. Dans une guerre enlisée comme celle en cours au Yémen et au vu de l'escalade observée ces derniers mois, cet accord, dont le Niger se félicite et félicite les parties, intervient comme la lueur d'espoir que nous attendons tous dans ce conflit aux conséquences humanitaires désastreuses.

À travers cet accord, les parties yéménites ont fait preuve de bonne volonté et surtout de compromis, et nous donnent un signe encourageant. Malgré les tensions sur le terrain, il s'agit d'une avancée prometteuse qui pourrait ouvrir la voie à la reprise du processus politique et à l'aboutissement de l'accord portant sur une déclaration commune de cessez-le-feu.

Face à un tel tournant de ce conflit, nous devons tout faire pour maintenir cette dynamique positive et en exploiter toutes les chances en vue de faire taire les armes, d'arrêter l'effusion de sang et d'amener les parties à faire la paix dans le pays. Seul un engagement pour une trêve permettra aux parties de maintenir cette confiance

qu'elles ont bâtie entre elles, qui demeure essentielle dans la perspective de relance des pourparlers de paix.

À cet égard, nous invitons, les acteurs régionaux ainsi que les membres du Conseil ayant une influence sur les parties en conflit à ne ménager aucun effort afin de les amener à honorer leurs engagements pris dans le cadre des accords de Stockholm, de Riyad et récemment à Genève, et à accepter de faire avancer les efforts de l'Envoyé spécial pour une déclaration commune de cessez-le-feu national qui permettra au peuple yéménite de connaître la paix, de se réconcilier et de s'orienter à nouveau vers le progrès.

S'agissant de la situation humanitaire, ma délégation reste préoccupée par le manque de financement auquel sont confrontés les organismes des Nations Unies dans le cadre des programmes d'assistance qui assurent la survie de plusieurs millions de personnes au Yémen. Ce déficit de l'aide internationale contraint, aujourd'hui, l'ONU à réduire les services dans les centres de soin voire à fermer partiellement ou totalement certaines structures. Nous déplorons la persistance des entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire et la poursuite des combats dans plusieurs localités, y compris à Hodeïda où transite l'essentiel de l'aide humanitaire et des marchandises importées. Pour éviter la catastrophe qui se profile à l'horizon, la communauté internationale doit faire preuve de plus de solidarité à l'égard de la population tant éprouvée du Yémen.

Pour conclure, ma délégation voudrait exprimer ses préoccupations face à la situation du pétrolier FSO *SAFER*, dont l'état de délabrement avancé et le retard des opérations d'inspection et de réparation font courir le risque imminent d'une catastrophe environnementale aux conséquences incalculables, exposant le Yémen et les pays riverains de la mer Rouge. Face cette situation, il est urgent d'agir avant que le pire ne survienne. Nous appelons les houthistes à honorer leurs engagements et à délivrer les autorisations nécessaires à l'équipe des Nations unies chargée des opérations d'inspection dudit pétrolier.

**M. Ben Lagha** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je tiens à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés très utiles sur les derniers événements concernant le Yémen. Nous réaffirmons l'appui de la Tunisie à tous les efforts visant à parvenir à une solution politique globale, qui mette un terme à la crise actuelle ainsi qu'à la souffrance du peuple yéménite frère et préserve l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Yémen.

Les années de conflit ont provoqué une grave tragédie humanitaire, l'effondrement des infrastructures, la détérioration de la situation socio-économique et la dégradation des conditions de vie du peuple yéménite, ce qui a eu des conséquences négatives sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

La Tunisie se félicite de l'accord sur l'échange de prisonniers, qui constitue un pas important vers l'application de l'Accord de Stockholm. Toutefois, nous condamnons fermement l'escalade militaire dans le port de Hodeïda, qui a coûté la vie à de nombreux civils, notamment des femmes et des enfants. Elle a également exacerbé la crise humanitaire ainsi que les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. À cet égard, la Tunisie réaffirme que l'option militaire ne saurait être une solution et que la solution à cette crise, qui dure depuis de nombreuses années au Yémen, passe impérativement par un processus politique basé sur le dialogue et les négociations de paix. Tout règlement politique doit privilégier les intérêts supérieurs du peuple yéménite et les faire passer avant toute autre considération, conformément aux paramètres qui ont été adoptés, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015).

La Tunisie voudrait réitérer son appui aux efforts déployés par l'Envoyé spécial pour faire avancer le processus de règlement politique. Nous sommes d'accord avec l'Envoyé spécial : plus la crise se prolonge, plus son règlement devient plus difficile, et plus les souffrances du peuple yéménite s'aggravent. Par conséquent, nous réitérons notre appel aux parties prenantes au Yémen pour qu'elles répondent favorablement aux propositions énoncées dans la déclaration commune, afin d'entamer une nouvelle phase des négociations qui ouvre la voie à un accord de transition global, en vue de garantir la stabilité politique et d'améliorer les conditions dans le pays.

Nous voudrions rappeler qu'il importe de respecter le cessez-le-feu et de mettre un terme à tous les actes hostiles. Nous réaffirmons également l'importance de veiller à ce que les négociations politiques soient ouvertes à toutes les composantes de la société yéménite, notamment en garantissant une participation véritable des femmes et des représentants de la société civile.

Nous sommes vivement préoccupés par la crise humanitaire sans précédent qui sévit dans le

pays, en particulier à la lumière de la suspension de l'acheminement de biens humanitaires et des obstacles qui continuent d'entraver la fourniture de l'aide humanitaire, ce qui laisse présager une détérioration de la situation et une exacerbation des menaces qui pèsent sur la vie des Yéménites, surtout dans le contexte de la pandémie de coronavirus. Nous appelons à l'intensification des efforts internationaux pour atténuer les conséquences négatives de la crise humanitaire. Il s'agit d'une priorité urgente, d'où la nécessité de continuer à mobiliser les fonds nécessaires pour financer les interventions humanitaires en vue de mettre fin aux souffrances du peuple yéménite frère. Dans cet esprit, nous félicitons les pays qui ont honoré leurs engagements, comme le Royaume d'Arabie saoudite.

La situation du pétrolier *FSO SAFER* exige une intervention immédiate pour effectuer les réparations nécessaires et urgentes et éviter une catastrophe humanitaire, environnementale et économique très dangereuse et grave. Nous demandons aux houthistes de permettre aux experts des Nations Unies d'inspecter le pétrolier et de prendre les mesures nécessaires.

En conclusion, la délégation tunisienne estime que la crise yéménite n'a que trop duré et que les souffrances du peuple yéménite sont intolérables. Trop, c'est trop, comme l'a dit M. Lowcock. Nous estimons également que le Conseil de sécurité doit redoubler d'efforts aujourd'hui pour soutenir l'Envoyé spécial afin de faire en sorte que toutes les parties respectent véritablement et effectivement le choix de la paix et des négociations.

**M. Auväärt** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés.

Les violences qui se poursuivent dans le cadre du conflit au Yémen sont une source de vives préoccupations, car elles font un nombre croissant de victimes civiles et exacerbent la crise humanitaire. L'escalade militaire à Mareb fait peser une menace sur des centaines de milliers de déplacés et met en péril le processus de paix mené sous l'égide de l'ONU.

La récente escalade à Hodeïda, qui a fait de nombreuses victimes parmi les civils, constitue un autre revers inquiétant et risque de compromettre les efforts de paix. Nous appelons les parties à cesser immédiatement les combats, à revenir sur la voie de l'application de l'Accord concernant Hodeïda et à coopérer avec les mécanismes conjoints de mise en œuvre de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda.

Il est clair que la violence ne fera que compromettre les perspectives d'un règlement à long terme du conflit. Nous demandons à toutes les parties d'instaurer un cessez-le-feu immédiat à l'échelle nationale et d'accepter sans plus tarder la proposition de déclaration commune présentée par l'ONU. Nous appuyons pleinement les efforts déployés par l'Envoyé spécial Griffiths pour faciliter les négociations.

Sur une note positive, nous saluons l'accord conclu par les parties sur l'échange de plus de 1 000 prisonniers et le premier échange, qui a eu lieu aujourd'hui. Il s'agit d'une mesure importante humanitaire et de renforcement de la confiance ainsi que d'une étape clef dans l'application de l'Accord de Stockholm.

Nous rappelons également à toutes les parties qu'elles sont tenues de s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre du droit humanitaire international et du droit international des droits de l'homme et de veiller à ce que les auteurs de toutes les violations et atteintes répondent de leurs actes. Toutes les parties doivent prendre les mesures nécessaires pour protéger les civils, en particulier les groupes vulnérables, tels que les femmes et les enfants. Dans ce contexte, nous nous félicitons du renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts sur le Yémen.

En ce qui concerne la situation humanitaire, nous partageons pleinement les préoccupations exprimées par le Secrétaire général adjoint Lowcock concernant la situation tragique à laquelle les Yéménites sont confrontés, notamment le risque de famine. Il faut combler les déficits de financement des programmes humanitaires et renforcer l'économie du Yémen. À cet égard, nous nous félicitons de l'organisation d'une réunion parallèle virtuelle de haut niveau sur la situation humanitaire au Yémen, qui s'est tenue le 23 septembre. Nous appelons également à l'intensification des efforts pour trouver une solution à long terme en vue de garantir l'importation de carburant et d'articles commerciaux via les ports.

Enfin, nous appelons les responsables du mouvement houthiste à établir sous sa forme définitive l'accord qui permettra à la mission des Nations Unies d'accéder au pétrolier *FSO SAFER* en toute sécurité et sans plus attendre, afin d'éviter une catastrophe de grande ampleur.

**M. Kridelka** (Belgique) : Je souhaiterais également remercier l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock pour leurs briefings

pertinents, y compris en ce qui concerne l'importance du rôle des femmes et le courage des enfants yéménites et de leurs professeurs.

Je vais me concentrer sur trois questions aujourd'hui : la montée de la violence à Hodeïda; le récent accord d'échange de prisonniers; et les constats du Groupe d'experts éminents sur le Yémen, notamment en ce qui concerne les violences faites aux enfants.

La Belgique est très préoccupée par la récente escalade de la violence à Hodeïda et les combats en cours à Mareb. Cette violence fait augmenter la pression sur une population civile déjà épuisée. Elle sape les efforts de l'Envoyé spécial Griffiths. Depuis des mois, nous attendons une déclaration conjointe qui remettrait les parties sur la voie de la paix. Cette absence de progrès sur la déclaration conjointe nous conduit à nous poser des questions sur le véritable engagement politique des parties.

Seul le dialogue peut mettre fin à la guerre et résoudre les différences profondes au Yémen. Nous exhortons tous les acteurs à rester engagés dans les pourparlers de paix, sous les auspices de l'ONU, et à mettre en œuvre les Accords de Stockholm et de Riyad.

À nouveau, je souhaite insister tout particulièrement sur la question du pétrolier *FSO SAFER*. Personne ne peut ignorer le désastre écologique qui surviendrait en cas de fuite. Nous appelons avec force les houthistes à donner accès à la mission onusienne le plus rapidement possible.

L'accord entre les parties pour échanger plus d'un millier de prisonniers est une bonne nouvelle, en effet. Il a le potentiel de contribuer à une confiance accrue, ce qui est fondamental pour progresser vers une paix durable. Nous félicitons tous ceux impliqués dans la réalisation de cet accord, et en particulier le Comité international de la Croix-Rouge.

Qu'il me soit permis d'attirer l'attention sur un aspect étroitement lié et particulièrement inquiétant de la guerre au Yémen : le sort des civils détenus arbitrairement et disparus de force – des personnes qui ont disparu en raison de leurs opinions politiques, de leur profession, de leur activisme ou de leur appartenance religieuse. Depuis 2016, l'organisation indépendante yéménite Mwatana for Human Rights a documenté un total de 1 605 cas de détention arbitraire et pas moins de 770 cas de disparition forcée.

Comme l'écrit le journaliste d'investigation américain, Patrick Radden Keefe, dans son livre *Say Nothing* :

*(l'orateur poursuit en anglais)*

« La caractéristique la plus cruelle des disparitions forcées utilisées comme instrument de guerre est peut-être qu'elles privent les personnes endeuillées de la possibilité d'aller de l'avant, les condamnant ainsi à perpétuité aux limbes de l'incertitude. »

*(l'orateur reprend en français)*

La Belgique exhorte toutes les parties au conflit au Yémen à répondre aux appels des familles des victimes, à révéler le sort et le lieu des disparus de force, et à libérer d'urgence toutes les personnes détenues arbitrairement, y compris les journalistes.

Je tiens à saluer le renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, comme convenu par le Conseil des droits de l'homme à Genève la semaine dernière. Le rapport du Groupe d'éminents experts sur la situation des droits de l'homme au Yémen (A/HRC/45/6) est fondamental pour les travaux du Conseil de sécurité. Les droits de l'homme et la redevabilité pour leurs violations graves sont inextricablement liés au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La Belgique est particulièrement préoccupée des conclusions du Groupe d'éminents experts sur les enfants. Au cours de l'année écoulée, il y a eu un taux élevé de victimes parmi les enfants dans plusieurs attaques illégales contre des civils, y compris lors de frappes aériennes sur lesquelles le Groupe d'experts a pu enquêter. Les enfants représentent près d'un tiers des civils tués ou mutilés dans les violences armées au premier semestre de 2020.

Ces chiffres sont horribles. La violence doit cesser. La redevabilité doit être assurée. Le peuple yéménite souffre depuis trop longtemps. Il mérite la paix et la stabilité.

**M. Mabhongo** (Afrique du Sud) *(parle en anglais)* : Nous remercions l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés ce matin.

L'Afrique du Sud tient à réaffirmer que la situation humanitaire désastreuse au Yémen, aggravée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), est inextricablement liée à l'impasse politique. À ce titre, notre intervention aujourd'hui se concentrera sur la situation humanitaire et politique.

Sur le front humanitaire, l'Afrique du Sud exprime une nouvelle fois son inquiétude face aux effets dévastateurs du conflit sur le peuple yéménite, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées, les déplacés et les personnes handicapées.

Nous nous inquiétons de ce que la flambée de violence risque d'aggraver la crise alimentaire de grande ampleur provoquée par l'homme au Yémen, où deux tiers de la population ont besoin d'aide alimentaire. Malgré l'assistance humanitaire en cours, plus de 20 millions de Yéménites sont toujours confrontés à la dure réalité de l'insécurité alimentaire. Des millions de Yéménites ne savent pas d'où viendra leur prochain repas, ou bien ont grand besoin d'aide pour obtenir de l'eau potable, et des millions d'enfants ont besoin d'un traitement contre la malnutrition.

L'Afrique du Sud appelle toutes les parties au conflit à s'accorder sur une série de mesures harmonisées pour endiguer la propagation de la pandémie de COVID-19, améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire et donner un nouvel élan aux négociations politiques globales visant à mettre fin à la guerre et à apaiser les souffrances de la population.

Nous avons souligné à maintes reprises qu'il fallait que toutes les parties s'acquittent de leurs obligations et de leurs responsabilités en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour faire cesser et prévenir les violations contre les civils.

Quant à l'impasse politique, l'Afrique du Sud s'inquiète de l'intensification des combats au Yémen ces derniers jours, qui menace de faire échouer un processus de paix déjà dans l'ornière et d'aggraver la pire catastrophe humanitaire au monde.

Au cours de la semaine écoulée, Hodeïda a connu la plus grave escalade de la violence depuis la trêve d'il y a deux ans. En septembre, 67 civils ont été tués et 123 autres ont été blessés, ce qui marque le plus lourd bilan civil dans tout le pays depuis novembre dernier.

Nous exhortons donc toutes les parties au conflit à cesser immédiatement les hostilités, conformément à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial, entériné par la résolution 2532 (2020), et à adopter des mesures de confiance, notamment le paiement des salaires des fonctionnaires. La réouverture de l'aéroport de Sanaa et la levée du siège sont impératives pour relancer le processus de paix.

Nous réitérons qu'à notre sens, une réponse militaire n'est pas une solution viable, et nous appelons toutes les parties à envisager la reprise des négociations politiques dans un esprit de compromis, en plaçant les intérêts de tous les Yéménites au centre d'un accord politique négocié. Nous invitons les parties à se garder d'adopter des positions absolues dans le cadre des négociations.

L'Afrique du Sud appelle toutes les parties à dialoguer de bonne foi et sans conditions préalables avec l'Envoyé spécial Martin Griffiths, afin de parvenir à un règlement global et négocié pour mettre fin au conflit, et ce, parallèlement aux efforts en cours pour mettre en œuvre des Accords de Stockholm et de Riyad.

Nous saluons les progrès réalisés au regard de l'Accord de Stockholm, qui ont abouti à l'échange de plus de 1 000 prisonniers. Nous exhortons les parties à mettre rapidement en œuvre cet accord et à prendre des mesures supplémentaires en vue de son application. Nous sommes également encouragés par le fait que ces progrès sont susceptibles de venir à bout du problème de l'accès au pétrolier *FSO SAFER* et de son inspection, de sorte que cette menace imminente serait traitée sur une base purement technique, sans politisation.

Pour terminer, l'Afrique du Sud réaffirme que la seule solution au conflit au Yémen est un règlement politique inclusif, dirigé et pris en mains par les Yéménites, qui réponde aux aspirations du peuple yéménite à un avenir économique et politique solide. Dans ce contexte, nous appelons également à la participation pleine et concrète des femmes à tous les aspects d'un processus politique sans exclusive.

**La Présidente** (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Fédération de Russie.

Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leur aperçu de la situation politique et humanitaire au Yémen. Nous sommes préoccupés par la poursuite des combats, qui touche particulièrement les civils, dans diverses régions du Yémen. La situation dans le pays, largement reconnue comme étant la pire crise humanitaire dans le monde actuellement, continue de se détériorer. Les problèmes et difficultés humanitaires ont pris de l'ampleur, nécessitant une réponse immédiate de la part de la communauté internationale.

Dans le même temps, l'aide humanitaire est acheminée sporadiquement. Nous sommes préoccupés

par le fait que les programmes des Nations Unies visant à fournir une assistance de base, notamment en matière de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau et de services de santé, sont supprimés progressivement en raison d'un manque de financement. Nous nous inquiétons vivement de la situation sanitaire actuelle : les infrastructures essentielles ont été presque entièrement détruites, et une grave pénurie frappe les médicaments et les équipements. Cette situation est aggravée par la pandémie de maladie à coronavirus.

Notre pays fournit une assistance au Yémen par le biais des organismes des Nations Unies. Nous appelons les donateurs, y compris ceux de la région, à intensifier leur soutien indispensable. Dans le même temps, nous rappelons que l'aide humanitaire doit être impartiale et distribuée de manière non discriminatoire à toutes les populations, dans toutes les parties du pays, indépendamment de qui contrôle un territoire donné.

Nous avons toujours plaidé pour que les parties au conflit yéménite renoncent à la violence dans les plus brefs délais et s'engagent sur la voie d'un règlement politique de leurs différends. Nous ne voyons pas d'autre solution que de régler les problèmes par un dialogue intra-yéménite. Nous sommes au regret de constater que les parties n'en sont pas encore au stade de signer la déclaration commune.

Nous soutenons les efforts inlassables que déploie l'Envoyé spécial Griffiths dans ces circonstances. Il s'est efforcé avec détermination d'établir des discussions entre les belligérants en vue de mettre fin aux hostilités, de mettre en place des mesures de confiance et de traiter les questions humanitaires, socio-économiques et politiques urgentes.

Nous nous félicitons de l'accord sur l'échange de prisonniers et du début de sa mise en œuvre. Nous apprécions beaucoup le rôle du Comité international de la Croix-Rouge dans ce processus – une évolution qui montre que les parties sont effectivement capables de négocier. Nous espérons que cela leur permettra d'instaurer la confiance et d'établir un dialogue global.

Parmi les questions sur lesquelles des progrès peuvent être réalisés figure la situation concernant le pétrolier *FSO SAFER*. Nous engageons instamment les parties prenantes, y compris le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, à veiller aux intérêts des uns et des autres et à coopérer de manière constructive en s'attachant à trouver des solutions acceptables pour tous. Pour notre part,

nous poursuivrons les contacts avec toutes les parties yéménites et extérieures intéressées. Nous les exhorterons à rechercher un compromis et à soutenir les efforts de l'ONU et de M. Griffiths personnellement. Nous soutiendrons également les efforts de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda. Nous espérons que nos collègues du Conseil de sécurité et l'ensemble de la communauté internationale feront de même.

En conclusion, nous aimerions souligner que la situation au Yémen a une incidence directe sur le Moyen-Orient, et les régions du golfe Persique et de la mer Rouge. Afin de parvenir à une désescalade dans la région, nous demandons instamment à la communauté internationale de s'engager dans une coopération constructive en vue de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du Moyen-Orient, notamment sur la base de la résolution 598 (1987). Le projet russe de sécurité collective dans la région du golfe Persique reste pertinent à cet égard. Il prévoit une approche inclusive et collective pour le règlement des problèmes. Nous nous opposons aux tentatives de rejeter la responsabilité de tous les faits qui surviennent dans la région sur une seule partie. Nous réitérons notre appel à toutes les parties prenantes pour qu'elles entament un dialogue global afin de créer des conditions favorables à la coopération.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant du Yémen.

**M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) :** Je voudrais tout d'abord féliciter l'Ambassadeur de la Fédération de Russie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Nous lui souhaitons ainsi qu'à délégation amie plein succès. Nous souhaitons également à chacun d'être sain et sauf.

Le Gouvernement yéménite, sous la direction de S. E. le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, continue à travailler pour mettre fin à la guerre imposée au peuple yéménite par les milices houthistes depuis 2014. La tâche principale du Gouvernement et du peuple yéménites est de parvenir à une paix juste, durable et viable sur la base des critères convenus pour une solution politique, à savoir à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015).

La paix est une option irréversible, mais elle ne se matérialisera qu'en mettant fin au coup d'État et en rétablissant les institutions de l'État, qui veille aux intérêts de tous ses citoyens. Afin d'atteindre ce sublime objectif, le Gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir ceux de l'Envoyé spécial Martin Griffiths et a collaboré positivement avec toutes les options de paix. Récemment, le Gouvernement yéménite a fait preuve d'une flexibilité supplémentaire et a fait de nouveaux compromis pour répondre positivement à tous les appels et suggestions visant à enregistrer des progrès dans le processus de paix global, y compris le projet de déclaration commune. Malheureusement, comme toujours, les houthistes ont continué à proposer de nouvelles conditions et des conditions préalables.

Le Gouvernement yéménite se félicite de l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu et l'a observé unilatéralement, afin de donner l'occasion aux efforts de M. Griffiths de parvenir à un cessez-le-feu permanent et complet et de relancer le processus politique. Nous avons tendu la main et fait preuve de toute la souplesse possible s'agissant des options de paix. Nous avons fait de nombreux compromis, car nous voulons sauver notre pays ravagé par la guerre et les catastrophes, notre civilisation humaine et historique. Notre main est toujours tendue pour la paix.

Mais malheureusement, les milices houthistes n'y opposent qu'impertinence et intransigeance envers tous les accords et ententes, comme d'habitude. Cela s'ajoute aux obstacles qu'ils créent et à leur insistance sur la subversion et le fait de profiter des souffrances du peuple yéménite et de faire du chantage à la communauté internationale. Tout cela a amplifié la souffrance du peuple yéménite. L'intransigeance des milices houthistes est évidente au vue de l'absurdité avec laquelle la question économique est manipulée et la monnaie nationale est sapée. À cela s'ajoutent le vol des salaires des fonctionnaires, la militarisation de l'aide humanitaire, le chantage exercé sur la communauté internationale dans le cadre de la question du pétrolier *FSO SAFER* et l'escalade militaire dans les villes à forte densité de population, en plus de la rupture des accords et la saisie de ressources.

Les milices houthistes ne croient ni à la paix ni au dialogue. Pourquoi est-ce que je dis cela? Parce que nous connaissons ces milices. Il y a eu un processus politique au Yémen. Il y a eu une période de transition au Yémen en 2011. Il y a eu l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre. Les

houthistes ont participé à la Conférence de dialogue national. Mais malheureusement, ils ont profité de ce climat pacifique pour se mobiliser et prendre le contrôle de plusieurs régions, dont Sanaa, se rebellant ainsi en fait contre les résultats de la Conférence de dialogue national et les aspirations du peuple yéménite.

Le Président Hadi Mansour et tous les segments de la société politique yéménite ont essayé autant que possible de sauver le processus politique et la période de transition, d'épargner le sang yéménite et d'éviter de plonger le Yémen dans la guerre, comme c'est le cas en ce moment. Comme tous les membres le savent, l'accord de partenariat et de paix a été signé, et les houthistes ont participé au Gouvernement. Cependant, ils contrôlaient toutes les institutions gouvernementales parce qu'ils sont armés – ils n'ont jamais déposé les armes – et ils se sont rebellés contre le Gouvernement, assignant le Président en résidence surveillée. Ils ont poursuivi la guerre et l'escalade. Ils sont la cause de toutes les souffrances du peuple yéménite aujourd'hui.

Les milices houthistes ne se sont pas arrêtés à ces violations. Ils continuent à déchirer la cohésion sociale selon des lignes sectaires et ethniques odieuses. Ils perturbent les institutions de l'État et visent le secteur de l'éducation.

Le Gouvernement yéménite respecte l'Accord de Stockholm et a répondu positivement à tous les appels et initiatives au cours des cinq dernières années, afin de parvenir à la paix et d'alléger les souffrances du peuple yéménite. Cependant, les résultats obtenus sur le terrain depuis l'Accord de Stockholm montrent clairement l'indifférence des houthistes à l'égard de la mise en œuvre de cet accord. Ils sont même indifférents aux calendriers et aux échéances de l'Accord, au point qu'il est devenu insignifiant. Ils poursuivent l'escalade militaire dans le district de Doureïhimi à Hodeïda et avant cela à Mareb, Jauf et Taëz. Ils s'emploient à étouffer cet accord dans l'oeuf, et en particulier l'Accord sur Hodeïda. Ils continuent de violer le cessez-le-feu. Ils utilisent Hodeïda comme rampe de lancement de roquettes et de drones piégés contre des zones civiles. Ils lancent des attaques barbares contre des institutions économiques publiques et privées, posent des mines, attaquent les voies de navigation, font passer des armes en contrebande et volent l'aide humanitaire. Tout cela est en violation flagrante de l'Accord de Stockholm. Le récent bombardement d'un complexe économique ou industriel à Hodeïda par les houthistes, et l'aggravation de la crise humanitaire qui en a résulté, sont une preuve

supplémentaire du mépris des milices houthistes pour la vie et les moyens de subsistance du peuple yéménite. Ils entravent également le travail de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda. Pour cette raison, nous demandons à nouveau le transfert de la Mission dans une zone qui n'est pas sous le contrôle des houthistes. Sous la direction de S. E. le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, et avec le soutien de nos frères saoudiens, le Gouvernement yéménite a fait des progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, qui vise à rétablir la stabilité, à restaurer les institutions de l'État et à unifier les efforts nationaux afin de mettre un terme au coup d'État des milices et au projet iranien au Yémen et dans la région. Dès le début, le Gouvernement yéménite a été tout à fait disposé à fournir tout le soutien nécessaire à la mise en œuvre de l'Accord, car nous estimons qu'il est important de déployer des efforts concertés en faveur de la reconstruction et du développement sous l'autorité de l'État. Les consultations menées par le Chef de gouvernement par intérim, Maeen Abdulmalek, avec les différents acteurs politiques ont permis de progresser vers la formation d'un nouveau Gouvernement qui respectera, et non y portera atteinte, les valeurs nationales, dont les principales sont l'unité, la stabilité et à l'intégrité territoriale du Yémen, l'accent étant mis sur la fourniture de services de base, le sauvetage de la monnaie nationale et la conduite des réformes nécessaires pour le fonctionnement des institutions publiques.

Nous avons essuyé de lourdes pertes économiques à cause du coup d'État des milices houthistes, qui a entravé le processus de développement et annulé des décennies de gains, détruit le secteur public, causant la pire crise humanitaire, et poussé des millions de Yéménites au bord de la famine et de la pauvreté. Le coup d'État a également créé la plus importante vague de déplacements internes et externes, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire moderne du Yémen. La maladie à coronavirus (COVID-19) est venue aggraver la crise humanitaire et a mis davantage de pression sur le secteur de la santé, déjà vulnérable et qui manque de ressources pour lutter contre la pandémie.

Malgré les efforts déployés par le Gouvernement pour soulager les souffrances du peuple yéménite, les défis restent énormes. Nous appelons la communauté internationale à appuyer les efforts du Gouvernement pour faire face aux difficultés économiques et aux problèmes de développement et soutenir la monnaie nationale afin de stabiliser les moyens de subsistance. Le Gouvernement yéménite souligne son engagement à

mettre en œuvre l'accord récemment conclu en Suisse et à libérer le premier groupe de prisonniers et de détenus. Nous estimons qu'il est important de libérer tous les prisonniers, détenus, personnes disparues de force et personnes assignées à résidence, y compris les quatre qui sont visés par des résolutions du Conseil de sécurité. Le Gouvernement souligne le principe du « tous contre tous » énoncé dans l'Accord de Stockholm, étant donné l'importance humanitaire de la question. Nous demandons à l'Envoyé spécial, au Comité international de la Croix-Rouge et à tous les médiateurs internationaux de faire respecter l'Accord de Stockholm et accélérer son application.

Les actes subversifs et de piraterie commis par les milices houthistes et leur utilisation du pétrolier *FSO SAFER* comme bombe à retardement menacent à la fois le Yémen et la région. Les houthistes ont refusé à maintes reprises à l'équipe des Nations Unies l'accès au pétrolier pour évaluer son état, effectuer les premières réparations et décharger son contenu afin d'éviter une catastrophe environnementale, économique et humanitaire en mer Rouge et dans la région. Il s'agit là d'un autre acte de défiance à l'égard de la communauté internationale et du Conseil de sécurité, qui est déterminé à éviter une catastrophe chaque jour plus imminente. Nous renouvelons notre appel au Conseil pour qu'il assume ses responsabilités et adopte une position stricte afin d'épargner au Yémen et à la région une catastrophe dont les effets pourraient durer des décennies. Le Conseil doit exercer une pression sur les houthistes, qui continuent à tergiverser et à manipuler la situation pour utiliser cette question à des fins de chantage politique.

En réponse à ce que mon ami, le représentant de l'Allemagne, a dit, je tiens à répéter que le

Gouvernement yéménite est le Gouvernement de tous les Yéménites. Le Gouvernement ne ménage aucun effort, dans la limite des ressources disponibles, pour soulager les souffrances du peuple yéménite dans toutes les provinces – sans discrimination – y compris celles contrôlées par les milices houthistes. Le Gouvernement fournit toutes les facilités nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire à celles et ceux qui sont dans le besoin dans tout le Yémen. Malheureusement, ce sont les houthistes qui font obstruction à l'aide et qui la retiennent dans les zones qu'ils contrôlent. Ils détournent également les produits pétroliers pour les vendre sur le marché noir. Ils pillent les recettes des ports pour financer leur guerre futile et pour leur profit personnel. Ils essaient de créer des pénuries de produits pétroliers dans les zones qu'ils contrôlent. Ils privent les fonctionnaires de leurs salaires et font monter en flèche les prix des denrées alimentaires. Nous réaffirmons que le Gouvernement est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un accès sans entrave à l'aide humanitaire et pour alléger les souffrances du peuple yéménite.

Pour terminer, notre grand peuple attend avec impatience la fin de cette guerre injuste, l'allègement de ses souffrances et l'instauration d'une paix juste, équitable, globale et durable, qu'il mérite tant et qui est inscrite dans tous les mandats régionaux et internationaux.

**La Présidente** (*parle en russe*) : Il n'y pas d'autres oratrices ou orateurs inscrits sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 12 h 25.*